



AVIS DE SOUTENANCE DE THÈSE

Kemo BALDÉ

CANDIDAT(E) au DOCTORAT SCIENCES DE GESTION,
à **L'UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR**
SOUTIENDRA PUBLIQUEMENT sa THÈSE

le **06 novembre 2014 à 9h30**
à **L'UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR**
U.F.R DEG - Amphithéâtre 120

SUR LE SUJET SUIVANT :

Contribution à la caractérisation de la gouvernance intercommunale : modélisation et analyse des pratiques françaises

JURY :

David CARASSUS, Professeur des Universités, UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR
Stephanie CHATELAIN-PONROY, Professeur des Universités, CONSERVATOIRE NATIONALE DES ARTS ET METIERS - PARIS
Pascal FABRE, Professeur des Universités, UNIVERSITE DE BOURGOGNE
Jacques JAUSSAUD, Professeur des Universités, UNIVERSITÉ DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

Pau, le 16 octobre 2014

Le Président et,
Par délégation, le Vice-Président du Conseil Scientifique

Afin de répondre aux enjeux de rationalisation et d'efficacité de la gestion publique, la réforme territoriale place actuellement les intercommunalités au cœur des évolutions en cours. En effet, il semble que le mot d'ordre est, à défaut de pouvoir diminuer le nombre de communes, de promouvoir l'intercommunalité, qui, par le biais de la mutualisation des moyens et le regroupement des forces, doit permettre non seulement la réduction des coûts de fonctionnement et d'investissement, mais aussi l'efficacité et l'amélioration de la qualité de service pour les usagers. Sous cet angle, ce niveau de gouvernance peut apparaître comme le pivot des politiques contractuelles territorialisées, comme le stipule l'AdCF dans le livre blanc de l'intercommunalité (2007).

Ainsi, fruit d'un échange étroit et institutionnalisé entre les communes membres, et découlant de relations entre plusieurs leaders politiques avec des intérêts locaux particuliers, il nous a semblé intéressant de nous interroger sur le contenu de la gouvernance des EPCI dans un contexte où l'intercommunalité est avancée comme la solution à l'émiettement communal français. Cette recherche doctorale essaie alors de répondre aux deux questions suivantes : *« Quelles sont les caractéristiques de la gouvernance actuelle des EPCI ? Des modèles différents peuvent-ils être mis en évidence dans le contexte français ? »*.

Pour répondre à ces questions, ce travail de recherche doctorale se décompose en deux parties. La première partie enrichit la littérature existante sur les pratiques de gouvernance publique locale et propose un cadre d'étude des caractéristiques des pratiques de gouvernance des EPCI français. Sur ce dernier point, notre analyse de la littérature, focalisée sur des courants contractuels et cognitifs, dans une logique partenariale, nous permet de dégager cinq dimensions principales de la gouvernance locale, à savoir celles stratégique, structurelle, décisionnelle, relationnelle et informationnelle. Nous terminons cette revue de littérature par la présentation de notre modèle de recherche et de la grille d'analyse associée. Dans la seconde partie, empirique, dans une visée descriptive et compréhensive, l'objectif est, tout d'abord, d'identifier et de répertorier les pratiques actuelles de gouvernance des EPCI au regard de notre grille d'analyse. Pour cela, des méthodes, quantitative et qualitative, de traitement des données sont mobilisées.

Les résultats mettent, tout d'abord, en évidence une gouvernance intercommunale multidimensionnelle, autour des cinq caractéristiques retenues. Il ressort de ces résultats que les pratiques actuelles peuvent être caractérisées par une gouvernance stratégique à dynamiser au regard des objectifs et du fonctionnement originels de l'intercommunalité, par une gouvernance structurelle élémentaire et coopérative, par une gouvernance décisionnelle confinée et peu éclairée, par une gouvernance relationnelle apaisée, constructive mais peu ouverte, et par une gouvernance informationnelle plutôt verticale en interne, mais aussi atone et plutôt peu responsable en externe. Ensuite, à partir de ces pratiques, nous mettons aussi en évidence des modèles différents de gouvernance des EPCI. Là encore, les résultats empiriques avancent l'existence de quatre modèles de gouvernance des EPCI français, avec des niveaux de développement différents en fonction des EPCI étudiés. Enfin, cette recherche doctorale nous permet de proposer une première monture d'un code de « bonnes pratiques » constitué de cinq principes qui se déclinent en quarante critères de bonne gouvernance locale. Ce code devra être approfondi, opérationnalisé sur la base de futurs travaux, en collaboration avec les différents partenaires locaux, pour proposer un code de « bonnes pratiques » de gouvernance locale que nous soumettrons aux élus et fonctionnaires territoriaux pour une utilisation opérationnelle nécessaire aux évolutions intercommunales déjà engagées.